Conséquences pratiques pour les sociétés de négoce

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Préparer une demande

Pour une société de négoce qui envisage Singapour, le programme n'est qu'un élément d'une décision plus large. La société doit d'abord déterminer quelles fonctions elle entend implanter à Singapour : desks de négoce, gestion des risques, opérations, finance, trésorerie et conformité. Ces fonctions déterminent les effectifs et les dépenses locales sur lesquels la société peut s'engager. Elles déterminent aussi la position de l'entité singapourienne en matière de prix de transfert et donc les revenus auxquels s'appliquera le taux réduit.

La deuxième question est la taille du groupe. Un groupe qui entre dans le champ de l'impôt minimum mondial ne gagnera guère à un taux inférieur à 15 % et doit planifier en conséquence. Un négociant plus petit, situé sous le seuil de 750 millions d'euros, peut encore bénéficier des taux de 5 ou 10 % si ses engagements les justifient. Dans les deux cas, l'agrément vaut reconnaissance par l'État, facilite les relations avec les banques et les contreparties et témoigne d'un engagement de long terme envers Singapour.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La conformité pendant l'agrément

Une fois agréée, la société doit respecter les conditions de son agrément et tenir des registres permettant de distinguer ses revenus éligibles de ses autres revenus. Elle rend compte de ses résultats au regard de ses engagements et prépare le renouvellement à la fin de la période d'agrément. Des changements dans l'activité, comme le transfert de desks de négoce vers une autre place, une acquisition ou une nouvelle gamme de matières premières, peuvent exiger une consultation de l'agence. Depuis les faillites de 2020, qu'examine le chapitre II de la partie H, les banques et les autorités prêtent davantage attention à la gouvernance, à la gestion des risques et à l'information financière des sociétés de négoce. L'exigence du programme d'exercer à Singapour les fonctions de conformité et de gestion des risques a gagné en portée pratique.

Liste de contrôle pour les sociétés de négoce

- Définir les fonctions à exercer à Singapour (négoce, gestion des risques, opérations, finance, trésorerie, conformité) et les documenter aux fins des prix de transfert.
- Évaluer la situation du groupe au regard du Multinational Enterprise (Minimum Tax) Act 2024 avant de négocier un taux réduit.
- Vérifier la liste en vigueur des matières premières éligibles, qui comprend depuis le 13 février 2026 les certificats d'attributs environnementaux (Environmental Attribute Certificates), ainsi que les activités couvertes par l'agrément.
- Préparer des engagements réalistes en matière de chiffre d'affaires, de dépenses locales et de nombre de professionnels du négoce, car les résultats y sont comparés lors du renouvellement.
- Tenir une comptabilité séparée pour les revenus éligibles et non éligibles et conserver les pièces justifiant le caractère éligible de chaque opération.
- Recourir aux services bancaires, logistiques, d'arbitrage et aux autres services d'appui locaux qu'attend le programme, et documenter ce recours.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Vérifier le texte en vigueur de la section 43I et sa date butoir sur Singapore Statutes Online, car la prolongation jusqu'au 31 décembre 2031 dépend d'une modification législative.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com